



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU TARN

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**

Service eau, risques, environnement et
sécurité

Bureau ressources en eau

RENOUVELLEMENT DES BAUX DE PÊCHE DE L'ÉTAT DÉPARTEMENT DU TARN

CAHIER DES CHARGES – AU 1^{er} JANVIER 2023



Le lac du Laouzas



La rivière Tarn à Arthès – Crue du 13/06/2020

SOMMAIRE

	Pages
1- Arrêté ministériel du 20 décembre 2021 portant approbation du modèle de cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L.435-1 du code de l'environnement pour la période du 1 ^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027.	5
2- Conditions générales : cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État.	6
Chapitre 1^{er} – Dispositions générales	6
◆ <u>Article 1^{er}</u> – Objet du cahier des charges	
◆ <u>Article 2</u> – Durée des locations et des licences ; transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale	
◆ <u>Article 3</u> – Clauses et conditions particulières	
Chapitre II – Droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets	7
▪ <u>Section 1 – Dispositions générales</u>	7
◆ <u>Article 4</u> – Réduction de prix, indemnisation	
◆ <u>Article 5</u> – Résiliation du bail et retrait de la licence par le préfet	
◆ <u>Article 6</u> – Non mise en cause de l'État en cas de contestation de tiers	
◆ <u>Article 7</u> – Accès ; usage des servitudes	
◆ <u>Article 8</u> – Responsabilité en cas de dégradation	
◆ <u>Article 9</u> – Interdiction de conserver du poisson à bord	
◆ <u>Article 10</u> – Repeuplements	
◆ <u>Article 11</u> – Pêches exceptionnelles	
▪ <u>Section 2 – Dispositions applicables aux locataires (associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, associations départementales agréées de pêche amateurs aux engins et filets, fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique et pêcheurs professionnels)</u>	9
◆ <u>Article 12</u> – Locations séparées des modes de pêche, droit de chasse	
◆ <u>Article 13</u> – Respect de la législation et de la réglementation de la pêche en eau douce	
◆ <u>Article 14</u> – Demande de résiliation du bail par le locataire	
◆ <u>Article 15</u> – Cession de bail	
◆ <u>Article 16</u> – Panneaux indicateurs	
◆ <u>Article 17</u> – Destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques	
◆ <u>Article 18</u> – Veille environnementale	
◆ <u>Article 19</u> – Contestations	
◆ <u>Article 20</u> – Pénalités	
• <u>Paragraphe 1 – Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres</u>	
◆ <u>Article 21</u> – Accords de jouissance	
◆ <u>Article 22</u> – Responsabilité civile du locataire	
◆ <u>Article 23</u> – Autorisation de stationnement et d'amarrage	

- ◆ Article 24 – Exclusions
- Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locataires
- ◆ Article 25 – Co-fermier
- ◆ Article 26 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes
- ◆ Article 27 – Déclaration de captures
- ◆ Article 28 – Transfert du bail en cas de décès du locataire
- ◆ Article 29 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)
- ◆ Article 30 – Exclusion
- **Section 3 – Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche** 13
 - ◆ Article 31 – Incessibilité de la licence, obligation d'avoir sa licence sur soi
 - ◆ Article 32 – Déclaration de captures
 - Paragraphe 1 – Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d'une licence
 - ◆ Article 33 – Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur
 - ◆ Article 33 – Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur
 - Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d'une licence
 - ◆ Article 34 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes
 - ◆ Article 35 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)
 - ◆ Article 36 – Incessibilité de la licence en cas de décès

Chapitre III – Dispositions financières 15

- Paragraphe 1 – Dispositions financières applicables aux locataires
- ◆ Article 37 – Caution, cautionnement
- ◆ Article 38 – Actualisation du loyer, paiement
- ◆ Article 39 – Droit fixe, poursuites
- Paragraphe 2 – Dispositions financières applicables aux titulaires de licences
- ◆ Article 40 – Paiement des licences
- ◆ Article 41 – Actualisation du prix

Chapitre IV – Modes et procédés de pêche autorisés 16

- Paragraphe 1 – Pêche de loisir
- ◆ Article 42 – Conditions d'exercice de la pêche
- ◆ Article 43 – Identification des engins et filets
- Paragraphe 2 – Pêche professionnelle
- ◆ Article 44 – Identification des engins et filets en cas de location
- ◆ Article 45 – Identification des engins et filets utilisés sous couvert d'une licence
- Paragraphe 3 – Conditions d'utilisation des engins et des filets
- ◆ Article 46 – Signalement des filets

3- <u>Clauses et conditions particulières du département du Tarn</u>	17
◆ <u>Article 47</u> – Description des lots	
◆ <u>Article 48</u> – Transfert du domaine de l’État vers une collectivité territoriale	18
◆ <u>Article 49</u> - Réserves de pêche	19
◆ <u>Article 50</u> - Parcours carpes de nuit	
◆ <u>Article 51</u> : Protection de l’anguille	20
◆ <u>Article 52</u> : Licence de pêche professionnelle	21
◆ <u>Article 53</u> : Autres procédés de pêche pour les professionnels et titulaires de licence	
◆ <u>Article 54</u> : Licences de pêche amateurs (adhérents à une ADAPAEF)	
◦ Nombre de licences attribuables	
◦ Modalités d’attribution des licences	
◦ Types et nombre d’engins autorisés, tailles des mailles des engins autorisés	
◆ <u>Article 55</u> : Pêche à la ligne	22
◆ <u>Article 56</u> : Servitude de marche-pied	
◆ <u>Article 57</u> : Maintien des points d’embarquement et de débarquement	23
◆ <u>Article 58</u> : Navigation	
◆ <u>Article 59</u> : Principe de calcul des montants de location des baux et des licences	24

Annexes :

1. Cartographie des lots et retenues,
2. Cartographie des zones transférées et des réserves,
3. Cartographie des parcours « carpes de nuit » sur le DPF,
4. Protection de l’anguille,
5. Types d’engins autorisés sur le DPF,
6. Tableau de synthèse activités autorisées sur les retenues du domaine privé de l’État,
7. AP (et modificatifs) sur la navigation / plan d’eau de Rivières,
8. Tableau des montants des locations des baux et des licences de pêche 2013-2027.

1- Arrêté ministériel du 20 décembre 2021

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIE

Arrêté du 20 décembre 2021 portant approbation du modèle de cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement.

NOR : TREL2136537A

La ministre de la transition écologique et de l'énergie et le ministre de l'économie, des finances et de la relance,

Vu le code civil, notamment son article 2298;

Vu le code du domaine de l'État, notamment son article A. 12;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L. 2122-1, L. 2125-1, L. 2131-2, L. 2132-5 à L. 2132-11, L. 2321-1, L. 2323-4 à L. 2323-6, L. 2331-1 et L. 3113-1;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 4311-1, R. 4313-14, R. 4313-17, D. 4314-1, D. 4314-3 et R. 4316-13;

Vu l'avis de la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique en date du 7 juillet 2021;

Vu l'avis du Comité national de la pêche professionnelle en eau douce en date du 5 juillet 2021,

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 3 au 24 novembre 2021 en application de l'article L.123-19-1 du code de l'environnement,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. – Le modèle de cahier des charges, annexé au présent arrêté, fixant les clauses et les conditions générales pour l'exploitation du droit de pêche de l'État 2021 est approuvé.

Art. 2. – Le directeur de l'eau et de la biodiversité au ministère de la transition écologique et le directeur général des finances publiques au ministère de l'économie, des finances et de la relance, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 20 décembre 2021.

<p><i>La ministre de la transition écologique,</i> Pour la ministre et par délégation : <i>Le directeur de l'eau et de la biodiversité,</i></p> <p>O. THIBAUT</p>	<p><i>Le ministre de l'économie,</i> <i>des finances et de la relance,</i> Pour le ministre et par délégation : <i>Le directeur de l'Immobilier de l'État,</i></p> <p>A. RESPLANDY-BERNARD</p>
---	--

(Paru au JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE du 1 janvier 2022)

2- Conditions générales : cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1^{er} – Objet du cahier des charges

Le présent cahier des charges détermine les clauses et les conditions générales de la location du droit de pêche de l'État dans les eaux mentionnées à l'article L. 435-1 du code de l'environnement. Ces eaux sont divisées en lots. Dans chaque lot, le droit de pêche exercé par les pêcheurs de loisir aux lignes, par les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et par les pêcheurs professionnels en eau douce fait l'objet d'exploitations distinctes.

Cette location a lieu conformément :

- à l'article 2298 du code civil ;
- à l'article A.12 du code du domaine de l'État ;
- aux articles L. 435-1 à L. 435-3, L. 436-4, L. 436-10, R. 212-22, R. 435-2 à R. 435-33, R. 436-24, R. 436-25 et R. 436-69 du code de l'environnement ;
- aux articles L. 2122-1, L. 2125-1, L. 2131-2, L. 2132-5 à L. 2132-11, L. 2321-1, L. 2323-4 à L. 2323-6, L. 2331-1 et L. 3113-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- au code des transports, notamment ses articles L. 4311-1, R. 4313-14, R. 4313-17, D. 4314-1, D. 4314-3 et R. 4316-13 relatifs à Voies navigables de France.

Le document de référence pour la définition des termes techniques mentionnés par le présent cahier des charges et notamment la définition des engins et des filets, est le Guide des engins de pêche fluviale et lacustre en France métropolitaine, publié en 2003 par le Conseil Supérieur de la Pêche.

Article 2 – Durée des locations et des licences ; transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale

Les locations sont consenties pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Les baux conclus après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche professionnelle sont attribuées pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2023. Les licences de pêche professionnelle délivrées après cette date prendront fin le 31 décembre 2027. Les licences de pêche amateurs sont annuelles.

Conformément à l'article L. 3113-1 du code de la propriété des personnes publiques, en cas de transfert de propriété du domaine public fluvial au profit d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, la collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert succédera à l'État dans l'ensemble des droits et obligations énumérés au présent cahier des charges.

Article 3 – Clauses et conditions particulières

Conformément à l'article R. 435-16 du code de l'environnement, la liste des lots, leurs limites, leurs longueurs ainsi que les réserves instaurées à sa date d'établissement sont indiquées dans le chapitre des clauses et conditions particulières d'exploitation du présent cahier des charges, fixées par le préfet après avis de la commission technique départementale de la pêche, conformément à l'article R. 435-14 du code de l'environnement, et, en ce qui concerne la pêche professionnelle, de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce, conformément à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

Ce chapitre détermine en outre :

- 1° Les lots où l'exercice de la pêche est jugé nécessaire à une gestion rationnelle des ressources piscicoles ;
- 2° Pour les lots mentionnés au 1° ci-dessus, le mode d'exploitation retenu, par voie de location ou de licences et le nombre maximum de licences de chaque catégorie et de chaque type ;
- 3° Les restrictions éventuelles apportées à la nature, au nombre et aux dimensions des engins et des filets ;
- 4° La localisation des secteurs où l'emploi des engins et des filets est interdit ;

5° Pour les lots mentionnés à l'article R. 435-6 du code de l'environnement, le nombre maximum de licences autorisant la pêche pouvant être attribuées ;

6° Pour l'ensemble des lots, le prix de base des loyers de la pêche aux lignes et, s'il y a lieu, de la pêche aux engins et aux filets, ainsi que du prix des licences, amateurs et professionnelles.

Ce chapitre indique le nombre maximum de compagnons prévus aux articles 26 et 34 du présent cahier des charges.

Ce chapitre précise les lots où la pêche de nuit de la carpe peut être autorisée et dans quelles conditions.

Chapitre II – Droits et obligations des locataires et des titulaires de licences de pêche aux engins et aux filets

Section 1 – Dispositions générales

Article 4 – Réduction de prix, indemnisation

Le rendement de la pêche n'est pas garanti.

Les locataires du droit de pêche et les titulaires de licences s'engagent à renoncer à toute réduction de prix ou indemnisation par l'État en raison des troubles de jouissance dans l'exercice du droit de pêche provenant soit de mesures prises dans l'intérêt du domaine public fluvial ou pour la gestion des eaux concernées, soit du fait d'autres utilisateurs :

1. Pour les modifications apportées à la police de la pêche, sous réserve des dispositions des deux derniers alinéas du présent article ;
2. Pour la réalisation de travaux ou de manœuvres ainsi que pour la mise en œuvre des mesures administratives nécessaires, soit pour les besoins de la navigation, soit pour l'entretien des voies et plans d'eau et de leurs accessoires, soit pour l'écoulement ou le régime des eaux, soit pour la circulation ou la protection du poisson, soit dans l'intérêt de la sécurité publique (notamment établissement et modification d'échelles à poissons, chômages, vidanges, abaissements d'eau, exhaussement de retenues autorisées, submersions accidentelles ou provoquées par la réparation ou la construction d'ouvrages, par le sauvetage de personnes, de bateaux ou de marchandises) ;
3. Pour la délivrance de concession ou d'autorisation d'occupation de toute nature du domaine public fluvial ;
4. Pour les phénomènes naturels affectant soit le niveau des eaux, soit la structure du lit ou du fond et des berges de la voie d'eau ou du plan d'eau, soit les peuplements halieutiques (notamment pour les atterrissements qui viendraient à se former dans les cours d'eau, réservoirs et dépendances et pour les dépeuplements provoqués par maladie, pullulation d'animaux susceptibles de causer des déséquilibres biologiques) ;
5. Pour les prélèvements opérés par les services compétents ou pour leur compte lors des pêches exceptionnelles autorisées en application de l'article L.436-9 en vue de la surveillance de l'état des eaux prévue par l'article R. 212-22 du code de l'environnement, de la destruction des espèces susceptibles de causer des déséquilibres biologiques énumérées à l'article R. 432-5 du même code ou du sauvetage du poisson.

Si des changements sont apportés aux réserves de pêche en cours de bail, le locataire du droit de pêche subit au prorata du temps une augmentation ou bénéficie d'une diminution de loyer directement proportionnelle à la variation de longueur de la partie exploitable du lot, à condition toutefois que la variation soit au moins égale à 10 % de cette longueur.

En cas d'interdiction totale ou partielle de la pêche en vue de la consommation et de la commercialisation, en raison de la contamination du poisson par des substances dangereuses (Poly-Chloro-Biphényles, mercure, cyanobactéries etc.), ou d'impossibilité de pêcher en raison de l'état d'urgence sanitaire, ou de leurs conséquences, les locataires des droits de pêche et les titulaires de licences peuvent bénéficier d'une réduction du prix des locations et des licences au prorata temporis de la période d'interdiction. Ces décisions s'appliquent tant aux produits recouverts par les comptables publics pour les biens gérés par les services déconcentrés qu'à ceux reversés par les services de la direction de l'Immobilier de l'État dans la comptabilité de Voies navigables de France. La réduction est fixée par le directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques sur proposition du service gestionnaire de la pêche.

Article 5 – Résiliation du bail et retrait de la licence par le préfet

Conformément à l'article R.435-7 et R. 435-13 du code de l'environnement :

I. - La résiliation du bail ou le retrait de la licence peut être prononcé par le préfet, après avis du directeur régional des finances publiques ou le directeur départemental des finances publiques :

1° Si le détenteur du droit de pêche ou les autres personnes habilitées à pêcher ne remplissent plus les conditions requises ou ne se conforment pas à leurs obligations, techniques ou financières, malgré une mise en demeure adressée au détenteur du droit de pêche ;

2° Si la voie ou le plan d'eau concerné est déclassé du domaine public ou vient à être inclus en tout ou partie dans un lac de retenue ;

3° Si le locataire en fait la demande en application de l'article R. 435-12, repris à l'article 14 du présent cahier des charges.

4° Si le détenteur d'une licence de pêcheur amateur aux engins et aux filets ne respecte pas les conditions prévues au troisième alinéa de l'article R. 435-7 du code de l'environnement concernant la pêche accompagnée.

II. - La résiliation ou le retrait est exclusif de toute indemnité. Toutefois, dans les cas mentionnés aux 2° et 3° du I, il est accordé, sur le prix payé d'avance, une réduction proportionnelle à la durée de jouissance dont le détenteur du droit de pêche a été privé.

III. - La résiliation ou le retrait est acquis de plein droit à l'État sans aucune formalité autre que sa notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

IV. - Lorsque le bail consenti pour un lot a été résilié, le droit de pêche peut faire l'objet d'une nouvelle

procédure de location ou d'attribution de licences de pêche pour la durée restant à courir jusqu'au prochain renouvellement général, dans les conditions prévues aux articles R. 435-18 à R. 435-20 du code de l'environnement.

Lorsqu'une licence de pêche aux engins et aux filets attribuée pour un lot a été retirée, une nouvelle licence peut également être attribuée dans les conditions prévues aux articles R. 435-4 à R. 435-8 du même code.

Article 6 – Non mise en cause de l'État en cas de contestation de tiers

En cas de contestation avec des tiers sur l'exercice des droits que le bail ou la licence confère à ses bénéficiaires, l'État ne peut jamais être mis en cause ni être appelé en garantie, sous quelque prétexte que ce soit.

Article 7 – Accès ; usage des servitudes

Le préfet veille au respect des servitudes prévues à l'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques et, lors de la réalisation d'aménagement de ces servitudes, tel que des pistes cyclables, à ce que l'usage des servitudes par les pêcheurs et notamment, l'accès aux sites de pêche et aux points d'embarquement et de débarquement, soit maintenu.

Le pêcheur use de ses droits de manière à n'entraver ni la navigation, ni le passage sur les chemins de halage et les francs-bords. Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour ne gêner en rien les manœuvres aux écluses, barrages, pertuis et autres ouvrages d'art ; il est tenu à cet égard de se conformer aux ordres des agents de la navigation. Il est responsable de tous retards, avaries et dommages qu'il fait éprouver soit à la traction mécanique ou électrique, soit aux bateaux, soit aux voitures et bestiaux des exploitants des propriétés riveraines, des habitants en faveur desquels cette faculté de circulation a été réservée et des amodiataires des produits de francs-bords.

Article 8 – Responsabilité en cas de dégradation

En cas de dégradations causées aux terrassements ou ouvrages d'art de toute nature par une personne exerçant la pêche, la réparation, avec dommages-intérêts, s'il y a lieu, en sera poursuivie conformément aux lois et règlements applicables en matière de contraventions de grande voirie.

Article 9 – Interdiction de conserver du poisson à bord

Pendant les temps d'interdiction, les pêcheurs ne doivent pas conserver dans leurs embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons placés sur le domaine public, des poissons des espèces dont la pêche est interdite, même dans le cas où ils pourraient produire des certificats d'origine.

Il est accordé un délai de huit jours à compter du début du temps d'interdiction, à l'expiration duquel les embarcations, bannetons, huches et autres réservoirs ou boutiques à poissons doivent être vides de tout poisson dont la pêche est interdite.

Article 10 – Repeuplements

Les repeuplements doivent être réalisés conformément au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), au plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) et, quand il existe au plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles (PDPG). Lorsqu'un locataire ou un titulaire de licence souhaite procéder à des opérations de repeuplement, il est tenu d'en faire une déclaration préalable au préfet (service gestionnaire de la pêche) en mentionnant la date, le lieu et les caractéristiques du repeuplement (espèces, quantités, origine). Le préfet se réserve le droit d'interdire toute opération qu'il juge inopportune.

Article 11 – Pêches exceptionnelles

Les locataires des lots de pêche aux engins et aux filets et les titulaires de licences de pêche professionnelle qui exercent la pêche dans les cours d'eau classés comme cours d'eau à saumon ou à truite de mer peuvent être tenus, à la demande de l'administration, de lui fournir des géniteurs de saumon atlantique ou de truite de mer.

Les poissons fournis seront payés au prix pratiqué à l'époque de leur capture. Ils ne seront pas comptés dans les quotas de captures autorisées.

Section 2 – Dispositions applicables aux locataires (associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, associations départementales agréées de pêche amateurs aux engins et filets, fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique et pêcheurs professionnels)

Article 12 – Locations séparées des modes de pêche, droit de chasse

L'État se réserve la faculté, sans que le locataire puisse élever de réclamation :

- d'une part, de louer séparément chacun des modes de pêche (lignes, engins et filets), de délivrer des licences de pêche aux engins et aux filets dans les lots loués ou d'y délivrer des licences de pêche dans les conditions prévues par l'article R.435-6 du code de l'environnement ;

- d'autre part, d'exploiter, de faire exploiter ou de mettre en réserve à son gré, la chasse au gibier d'eau.

La location du lot ne fait pas obstacle à l'exercice de la pêche tel qu'il est prévu à l'article L. 436-4 du code de l'environnement.

Article 13 – Respect de la législation et de la réglementation de la pêche en eau douce

La location est soumise à toutes les conditions prévues pour l'exercice de la pêche en eau douce par la législation et la réglementation en vigueur.

Article 14 – Demande de résiliation du bail par le locataire

En application de l'article R. 435-12 du code de l'environnement, le locataire d'un droit de pêche peut demander la résiliation de son bail si, en raison de leur nature ou de leur durée exceptionnelle, les opérations ou circonstances mentionnées aux 2° à 4° du I de l'article R. 435-11 et qui sont reprises à l'article 4 du présent cahier des charges, sont de nature à modifier substantiellement les conditions d'exercice de ses droits.

La demande de résiliation n'est valable qu'à la condition d'être formulée par lettre recommandée un mois au plus tard après la date des événements qui motivent la demande.

Si elle est accordée, la résiliation prend effet du jour de la demande.

Article 15 – Cession de bail

Le locataire ne peut céder son bail qu'en vertu d'une autorisation écrite du préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et, pour les pêcheurs professionnels, après avis de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R. 435-15 du code de l'environnement.

La cession est constatée par un acte devant l'autorité administrative qui a procédé à l'adjudication ou reçu l'acte de location. Le locataire cédant reste solidairement obligé avec le locataire cessionnaire à l'exécution de toutes les conditions financières du bail. Toutefois, seul le locataire cessionnaire peut, le cas échéant, prétendre ultérieurement au droit au renouvellement prévu à l'article R. 435-21 du code de l'environnement.

Article 16 – Panneaux indicateurs

La fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique est tenue de placer, de procéder à l'entretien ou éventuellement de remplacer des panneaux indicateurs aux endroits précisés ci-après qui lui seront indiqués par le préfet (service gestionnaire de la pêche) :

1° A la limite aval du lot : les panneaux porteront dans ce cas les références respectives des lots contigus ;

2° A chaque extrémité des réserves et zones d'interdictions permanentes comprises dans le lot ou situées à une extrémité du lot, et sur chacun des ponts publics situés dans ces réserves : les panneaux porteront dans ce cas la mention : « Réserve. - Défense de pêcher » ;

Les panneaux seront conformes à un modèle établi par la Fédération nationale de la pêche et de la protection du milieu aquatique.

Article 17 – Destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques

En vue de la destruction des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, l'administration se réserve le droit de capturer les poissons de ces espèces. Elle peut en outre autoriser les différentes catégories de pêcheurs à procéder à ces captures, les protocoles étant établis avec les services gestionnaires.

Article 18 – Veille environnementale

Les locataires et les titulaires de licences contribuent à la veille environnementale sur leurs lots, notamment en signalant aux services chargés de la police de l'eau et de la pêche tout événement portant atteinte à la qualité de l'eau et du milieu aquatique.

Article 19 – Contestations

Conformément à l'article L. 435-3 du code de l'environnement, les contestations entre l'administration et les locataires relatives à l'interprétation et à l'exécution des conditions des locations et toutes celles qui s'élèvent entre l'administration ou ses cocontractants et des tiers intéressés à raison de leurs droits ou de leurs propriétés, sont portées devant le tribunal de grande instance.

Article 20 – Pénalités

Le non-respect des conditions de la location donne lieu, indépendamment de la résiliation prévue par l'article 14, au paiement d'une somme qui est fixée par le préfet entre 15 euros et 305 euros à titre de clause pénale, indépendamment des frais de timbre et d'enregistrement du procès-verbal de constatation et sans préjudice des actions civiles ou pénales qui pourront être intentées devant les tribunaux compétents.

Paragraphe 1 – Dispositions propres aux locataires du droit de pêche aux lignes et à leurs membres

Article 21 – Accords de jouissance

Des accords de jouissance réciproque peuvent être conclus par les associations agréées ou par la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique, lorsque cette dernière est locataire du droit de pêche aux lignes en application du 2ème alinéa de l'article R. 435-3 du code de l'environnement. Avant toute exécution, ces accords devront être notifiés au préfet et au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 22 – Responsabilité civile du locataire

Le locataire demeure civilement responsable du non-respect des conditions du présent cahier des charges ou des infractions à la police de la pêche en eau douce qui pourraient être commises par ses agents, ses membres ou les membres des associations avec lesquelles elle a conclu des accords de jouissance réciproque, sauf le cas où des délits sont constatés par ses gardes-pêches particuliers et signalés dans un délai de cinq jours au préfet.

Article 23 – Autorisation de stationnement et d'amarrage

Les propriétaires des embarcations dont les pêcheurs de loisir aux lignes peuvent faire l'usage doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 24 – Exclusions

Tout pêcheur qui se livre à la pêche au moyen de lignes ou d'engins autres que ceux autorisés ou qui a contrevenu aux clauses et conditions générales et particulières du présent cahier des charges peut, sans préjudice des poursuites encourues par lui, être privé pendant une année de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation des droits conférés à l'association ou la fédération locataire.

Est privé de la même faculté, mais pendant toute la durée du bail restant à courir, tout pêcheur qui, dans l'espace de deux années, a été l'objet d'une condamnation pour infraction aux lois et règlements sur la pêche en eau douce.

Ces exclusions sont prononcées par le préfet, même en l'absence de tout jugement.

Elles sont notifiées à l'intéressé et au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels locataires

Article 25 – Co-fermier

Le locataire doit exercer lui-même les droits qui lui sont conférés par le bail.

Toutefois, sur sa demande, il peut être autorisé à s'associer avec un co-fermier qui jouit, en commun avec lui, de ces droits sur toute l'étendue du lot, étant entendu que le lot ne peut être divisé en deux sections exploitées distinctement l'une par le locataire, l'autre par le co-fermier. Le locataire et le co-fermier s'engagent à participer à la gestion piscicole du lot, selon les modalités fixées par le locataire.

Le co-fermier doit être agréé dans le lot considéré par le préfet qui lui délivre un certificat d'agrément. L'agrément est révocable sur la demande du locataire. Le certificat d'agrément doit être présenté à toute réquisition des agents commis à la police de la pêche en eau douce, faute de quoi le co-fermier est considéré comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 26 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le locataire et le co-fermier peuvent être chacun assistés par un ou plusieurs compagnons dont le nombre maximum est précisé dans le cahier des clauses particulières, conformément aux dispositions du II de l'article R. 435-16 du code de l'environnement. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre à chaque compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot ou les lots sur lequel ou lesquels il peut exercer.

Le locataire et le co-fermier sont seuls habilités à faire acte individuel de pêche. Toutefois, ils peuvent autoriser leur compagnon à faire acte de pêche en leur absence dans le respect des autres règles encadrant la pêche (espèces...).

Par ailleurs, le locataire, le co-fermier et leur compagnon peuvent se faire assister par des aides. Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le locataire, le co-fermier et les compagnons dûment autorisés peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 27 – Déclaration de captures

Le locataire et le co-fermier doivent individuellement consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé, les résultats de leur pêche, au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant. La déclaration est effectuée auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration CESMIA mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les résultats de la pêche pratiquée, le cas échéant, par le compagnon sont déclarés par le locataire ou du co-fermier.

Le marin pêcheur admis à pratiquer la pêche fluviale doit déclarer le résultat de sa pêche conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu à la résiliation du bail, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Article 28 – Transfert du bail en cas de décès du locataire

Le contrat de location prend fin en cas de décès du locataire.

Toutefois, le bénéfice du bail peut être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers, qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la date du décès, pour s'entendre entre eux sur le choix du bénéficiaire et demander le transfert du bail à son nom.

Le transfert du bail au profit du bénéficiaire désigné est subordonné à une autorisation écrite délivrée par le préfet (service gestionnaire de la pêche), après avis du directeur régional des finances publiques ou du directeur départemental des finances publiques et de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce prévue à l'article R.435-15 du code de l'environnement.

Article 29 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le locataire et le co-fermier doivent porter, à l'extérieur de la proue et des deux côtés, le mot : « Pêche » en caractères très apparents, d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc.

Ces embarcations doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le locataire et le co-fermier doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État.

Article 30 – Exclusion

Tout co-fermier ou compagnon qui, au cours du bail, a subi une condamnation à l'occasion d'infractions à la police de la pêche, peut être privé de la faculté de participer à la jouissance ou à l'exploitation de la pêche. Cette exclusion est prononcée par le préfet et notifiée à l'intéressé et au locataire.

Le locataire demeure, dans tous les cas, civilement responsable du non-respect, par son co-fermier ou son compagnon, des conditions du présent cahier des charges.

Section 3 – Dispositions applicables aux titulaires de licences de pêche

Article 31 – Incessibilité de la licence, obligation d'avoir sa licence sur soi.

Les membres de l'association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public et les membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce, titulaires d'une licence, sont soumis aux conditions prévues par la législation et la réglementation relative à l'exercice de la pêche en eau douce.

Le titulaire d'une licence ne peut céder tout ou partie des droits que lui confère son titre.

Les titulaires de licences se livrant à la pêche doivent être porteurs de leur titre comportant la photographie, le nom, le prénom, l'adresse, la signature du titulaire, ainsi que la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation des engins et des filets accordés par la licence. Lorsque le détenteur d'une licence a demandé à être accompagné d'une personne pour participer à la manœuvre des engins, à l'exception des filets, dans les conditions prévues au troisième alinéa l'article R. 435-7 du code de l'environnement, l'identité de cette personne est mentionnée sur la licence.

Les licences doivent être présentées à toute réquisition des agents chargés de la police de la pêche en eau douce, faute de quoi leurs titulaires seront considérés comme ayant pêché sans la permission de celui à qui le droit de pêche appartient.

Article 32 – Déclaration de captures

Le titulaire de la licence doit consigner au fur et à mesure, pour chaque espèce de poissons, chaque sortie de pêche et chaque type d'engin utilisé.

Pour les pêcheurs professionnels, la déclaration est effectuée au moins une fois par mois et au plus tard le 5 du mois suivant auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) au moyen de l'application de télédéclaration CESMIA mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet. L'office en assure le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce concernées.

Les captures des anguilles de moins de 12 cm sont déclarées dans les 24 heures conformément à l'arrêté du 18 décembre 2013 fixant les obligations applicables aux pêcheurs professionnels en eau douce relatives à la tenue du carnet de pêche et à la déclaration des captures d'anguilles européennes.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la déclaration doit être faite au plus tard le 5 du mois suivant. Elle peut être effectuée auprès de l'OFB au moyen de l'application de télédéclaration mise à disposition des pêcheurs sur son site Internet ou par envoi de la fiche mensuelle fournie par le service gestionnaire. Cette fiche est adressée à l'organisme par l'OFB d'en assurer le traitement, avec l'aide des associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public.

Pour les pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, la collecte et le traitement des fiches peuvent être assurés par le service gestionnaire de la pêche qui saisit les déclarations dans l'outil de télédéclaration ou adresse le détail des déclarations à l'organisme chargé du traitement, conformément aux dispositions que ce dernier aura fixées.

Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture de saumon, adresser une déclaration de capture à l'OFB. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées à l'OFB.

Les captures des autres poissons migrateurs par tous les pêcheurs en eau douce doivent être enregistrées et déclarées selon les modalités fixées par le plan de gestion des poissons migrateurs, et par le ministre chargé de la pêche en eau douce pour l'anguille.

Les marins pêcheurs admis à pratiquer la pêche fluviale doivent déclarer les résultats de leurs pêches conformément aux dispositions relatives à la pêche maritime.

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les renseignements fournis sont confidentiels.

Toute absence de déclaration de pêche peut, après mise en demeure, donner lieu au retrait de la licence, dans les conditions prévues à l'article 5 du présent cahier des charges.

Paragraphe 1 – Dispositions propres aux pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaires d'une licence

Article 33 – Autorisation de stationnement ou d'amarrage pour les embarcations ; aide par un autre pêcheur

Les propriétaires des embarcations dont les titulaires de licence de pêche amateur aux engins et aux filets peuvent faire usage, doivent se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de leurs embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État, moyennant le paiement de la redevance prévue à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Un pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence, peut se faire aider par un autre pêcheur amateur aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public, titulaire d'une licence sur le même lot ou d'une personne dont l'identité est indiquée sur la licence, dans les conditions prévues à l'article R. 435-7 du code de l'environnement.

Paragraphe 2 – Dispositions propres aux pêcheurs professionnels titulaires d'une licence

Article 34 – Compagnons et aides ; embarquement de touristes

Le titulaire de la licence peut être autorisé à se faire assister par un seul compagnon. Le préfet (service gestionnaire de la pêche) délivre au compagnon une carte précisant sa qualité, comportant sa photographie d'identité et précisant le lot sur lequel il peut exercer. Les conditions mises à l'exercice de la pêche en eau douce en qualité de pêcheur professionnel s'appliquent au compagnon.

Le titulaire de la licence est seul habilité à faire acte individuel de pêche. Toutefois, il peut autoriser son compagnon à faire acte individuel de pêche en son absence. Une copie de cette autorisation est adressée au service gestionnaire.

Par ailleurs, le titulaire de la licence peut se faire assister par des aides, sauf dans les zones définies à l'article L. 436-10 du code de l'environnement.

Les aides ne peuvent, en aucun cas, faire acte individuel de pêche.

Dans le cadre d'une activité de valorisation touristique, de programmes de découverte et de sensibilisation à la pêche, le titulaire de la licence ou son compagnon dûment autorisé peuvent embarquer des touristes. Ces touristes peuvent participer très ponctuellement à la manœuvre des engins et des filets sans être considérés comme des aides. Le locataire et le co-fermier doivent respecter la législation en matière de sécurité et d'assurances.

Article 35 – Embarcations (identification, amarrage, dispense d'autorisation)

Les embarcations employées à l'exploitation de la pêche par le titulaire d'une licence de pêche professionnelle doivent porter à l'extérieur de la proue et des deux côtés le mot : « pêche » en caractères très apparents d'au moins 5 cm de hauteur, inscrits en noir sur fond blanc. Elles doivent être amarrées soigneusement de manière à ne pas gêner la navigation.

Le titulaire de la licence doit se pourvoir, en tant que de besoin, pour l'amarrage, le stationnement ou la circulation de ses embarcations, de l'autorisation prévue à l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques et à l'article A.12 du code du domaine de l'État.

Article 36 – Incessibilité de la licence en cas de décès

En cas de décès du titulaire de la licence, le bénéfice des droits conférés par ce titre ne peut pas être transféré au profit du conjoint survivant ou des héritiers.

Chapitre III – Dispositions financières

Paragraphe 1 – Dispositions financières applicables aux locataires

Article 37 – Caution, cautionnement

A moins de payer comptant la totalité du prix de la location, le locataire est tenu à titre de garantie de l'exécution des clauses du bail de fournir, à son choix, soit une caution, soit un cautionnement.

La caution est désignée par écrit par le locataire, immédiatement en cas de location amiable ou dans le délai maximum de sept jours en cas d'adjudication.

La caution doit être domiciliée en France et expressément agréée par l'agent comptable chargé du recouvrement du prix.

Elle s'oblige solidairement avec le locataire et également par écrit à toutes les charges et conditions de la location, et renonce à se prévaloir du bénéfice de discussion prévu à l'article 2298 du code civil.

En cas d'adjudication et s'il n'est pas intervenu sur-le-champ, l'acte constatant la réalisation de ces garanties est passé, à la suite du procès-verbal d'adjudication, par devant l'autorité administrative qui a présidé la séance.

Le cautionnement, égal à six mois de loyer, est versé dans un délai de sept jours à compter du procès-verbal d'adjudication ou avant la signature de l'acte en cas de location amiable, soit à la caisse du comptable public, soit à la Caisse des dépôts et consignations.

Le cautionnement est constitué au gré du preneur, soit en numéraire, soit en titres ou valeurs émis par l'État et les collectivités publiques, ou avec leur garantie.

Le cautionnement est restitué au locataire en fin de bail ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessus, en cas de cession de bail, au vu d'un certificat du comptable public, chargé de l'encaissement du prix et du préfet attestant qu'il a satisfait à toutes les conditions de la location.

Le locataire et la caution sont tenus d'élire domicile dans la commune où l'acte a été passé, faute de quoi tous actes postérieurs leur sont valablement signifiés auprès de l'autorité administrative qui a reçu l'acte.

Faute de fournir ces garanties dans le délai prescrit, l'adjudicataire est déchu de l'adjudication et il est procédé soit à une nouvelle location, soit à une mise en réserve du lot dans les conditions fixées par l'article R. 436-69 du code de l'environnement.

L'adjudicataire déchu est tenu de verser la différence entre son prix et celui de la nouvelle location, sans pouvoir réclamer l'excédent, s'il y en a.

Article 38 – Actualisation du loyer, paiement

Le loyer est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1} ;$$

L_n : Loyer de l'année N ;

L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;

I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;

I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Il est payable d'avance le 2 janvier de chaque année à la caisse du comptable public. Si le bail prend effet en cours d'année, le premier terme, calculé au prorata du temps, doit être acquitté dans les vingt jours de la conclusion du contrat. En cas de retard dans les paiements, les sommes dues produisent intérêt, au profit du Trésor, au taux en vigueur en matière domaniale sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure et quelle que soit la cause du retard. Pour le calcul de ces intérêts, tous les mois sont comptés pour trente jours et les fractions de mois sont négligées.

Article 39 – Droit fixe, poursuites

En cas d'adjudication ou de location amiable, les procès-verbaux d'adjudication ou les baux de pêche peuvent faire l'objet d'une présentation volontaire au comptable public compétent avec paiement du droit fixe prévu à l'article 680 du code général des impôts.

Si des poursuites deviennent nécessaires pour obtenir le paiement du prix de l'adjudication en principal et accessoires, elles auront lieu dans les conditions prévues aux articles L. 2321-1 à L. 2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

Les demandes de résiliation ne suspendent pas l'effet des poursuites pour le recouvrement des termes échus.

Paragraphe 2 – Dispositions financières applicables aux titulaires de licences

Article 40 – Paiement des licences

Les personnes dont la demande de licence a été admise en sont avisées par le chef du service gestionnaire de la pêche. Elles doivent acquitter le prix de la licence à la caisse du comptable public qui leur délivre une quittance. Au vu de cette quittance et de la carte de membre de l'association départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public ou de l'association agréée départementale ou interdépartementale de pêcheurs professionnels, la carte de licence individuelle sera remise aux intéressés par le service gestionnaire de la pêche.

Toute demande sera considérée comme annulée, si la licence n'a pas été retirée dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle le pétitionnaire a été avisé que sa demande de licence était admise.

Article 41 – Actualisation du prix

Le prix des licences est actualisé chaque année sur la base de la formule suivante :

$$L_n = L_{n-1} \times I_n / I_{n-1}$$

L_n : Loyer de l'année N ;

L_{n-1} : Loyer de l'année N-1 ;

I_n : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-1 ;

I_{n-1} : indice de référence des loyers du 3ème trimestre de l'année N-2.

Chapitre IV – Modes et procédés de pêche autorisés

Paragraphe 1 – Pêche de loisir

Article 42 – Conditions d'exercice de la pêche

Les membres des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique, autorisés à pêcher dans le cadre des locations faisant l'objet du présent cahier des charges, ont le droit de pêcher dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

Article 43 – Identification des engins et filets

Les licences délivrées aux membres de l'association départementale agréée de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets sur les eaux du domaine public précisent la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires peuvent être autorisés à utiliser.

Chaque engin ou filet utilisé doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé comportant le numéro de la licence ou le nom du titulaire de la licence et la lettre A.

Paragraphe 2 – Pêche professionnelle

Article 44 – Identification des engins et filets en cas de location

Conformément aux articles R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les conditions particulières d'exploitation fixent, pour chaque lot, la nature, le nombre, les dimensions et les conditions d'utilisation des engins et des filets que le locataire est autorisé à utiliser.

Chaque engin ou filet, utilisé dans le cadre de la location, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le nom du locataire.

Article 45 – Identification des engins et filets utilisés sous couvert d'une licence

Conformément à l'article R. 435-10, R. 435-14 et R. 436-15 du code de l'environnement, les licences attribuées aux membres de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce précisent la nature, les dimensions, le nombre et les conditions d'utilisation du ou des engins et filets que leurs titulaires sont autorisés à utiliser.

Ces licences ne peuvent toutefois autoriser l'emploi des filets de type senne, des filets-barrages, des baros, des dideaux et des bouges.

Chaque engin et filet utilisé sous couvert d'une licence, doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le numéro de la licence et la lettre P.

Paragraphe 3 – Conditions d'utilisation des engins et des filets

Article 46 – Signalement des filets

En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent par deux bouées ancrées à proximité de ses extrémités.

Toutefois, le préfet (service gestionnaire de la pêche) peut ne pas soumettre à cette obligation l'emploi des nasses et des filets, à condition qu'ils soient placés à des emplacements où leur présence ne présente aucun inconvénient pour la navigation. Ces dérogations sont révoquées à tout moment, sans indemnité.

Durant les heures d'interdiction nocturne de la pêche, tout filet-barrage doit être relevé entièrement hors de l'eau sur toute sa longueur. Si le bateau porteur du carrelet n'est pas ramené à terre, le carrelet doit être relevé sur le lieu de pêche et, durant toute la nuit, un fanal accroché à l'un de ses montants doit éclairer le filet, de telle sorte que celui-ci soit visible de chacune des deux rives. Sur les voies navigables, l'éclairage du filet-barrage doit être conforme à la réglementation en vigueur.

Les filets-barrages ne doivent, en aucune manière, occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée réellement utilisable par le courant de l'eau, dans l'emplacement où ils sont employés. Si la section du lit présente des différences importantes de profondeur, le tiers disponible pour le passage du poisson doit toujours être assuré du côté le plus profond.

3- Clauses et conditions particulières du département du Tarn

Le droit de pêche aux lignes qui appartient à l'État est loué à l'amiable à la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDPPMA).

Des licences de pêche aux engins sont attribuées sur certains lots, à des pêcheurs amateurs, membres de l'Association Départementale Agréée des Pêcheurs Amateurs aux Engins et aux Filets (ADAPAEF).

En application de l'article 3 du cahier des charges (approuvé par l'Arrêté ministériel NOR TREL2136537A) du 20 décembre 2021 fixant les clauses et conditions générales, il est fixé sur la rivière Tarn, les clauses et conditions particulières suivantes :

Article 47 – Description des lots

Les lots situés sur le Tarn sont nommés de A1 à A16 de l'amont (barrage du Saut de Sabo) vers l'aval (limite départementale en aval de St Sulpice) et ont été définis par des barrages existants, des anciens barrages noyés ou des ponts.

Conformément à l'article 16 des conditions générales du présent cahier des charges « La fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique est tenue de placer, de procéder à l'entretien ou éventuellement de remplacer des panneaux indicateurs aux endroits précisés ci-après qui lui seront indiqués par le préfet (service gestionnaire de la pêche) :

1° A la limite aval du lot : les panneaux porteront dans ce cas les références respectives des lots contigus ;

2° A chaque extrémité des réserves et zones d'interdictions permanentes comprises dans le lot ou situées à une extrémité du lot, et sur chacun des ponts publics situés dans ces réserves : les panneaux porteront dans ce cas la mention : « Réserve - Défense de pêcher ».

Les panneaux seront conformes à un modèle établi par la Fédération Nationale de la Pêche et de la Protection du Milieu Aquatique (FNPPMA) ».

Les lots ont une longueur variant de 900 m à 6800 m.

En dehors de ces lots de pêche, des retenues appartenant à l'État sont également concernées par la location de baux de pêche :

- x Retenues de Ferrières, Record et Luzières 2 (59 ha)
- x Retenue du Laouzas (275 ha)
- x Retenue des St Peyres (130 ha)
- x Retenue de Thuriès (47 ha)

Voir cartographie jointe en annexe 1

Article 48 – Transfert du domaine de l'État vers une collectivité territoriale

Conformément au chapitre II A de la circulaire du 8 mars 2011 relative au renouvellement général des locations du droit de pêche de l'État, les lots faisant partie du domaine public fluvial transférés aux collectivités territoriales n'ont pas à figurer sur la liste des lots mentionnés au I de l'article R.436-16 du code de l'environnement.

En effet, aux termes de l'article L.435-1 du même code tel que modifié par la loi sur l'eau du 30 décembre 2006, le droit de pêche « appartient à l'État et est exercé à son profit » uniquement dans le domaine de l'État.

Désormais, ce sont les dispositions de l'article L.435-4 du code de l'environnement qui s'appliquent sur le DPF transféré.

Toutefois, en application du III de l'article L.436-4 de code de l'environnement, tous les membres des associations agréées de pêche continuent de pouvoir pêcher sur les lots de pêche transférés aux collectivités territoriales, comme ils peuvent le faire sur le DPF de l'État.

En ce qui concerne le département Tarn, deux lots sont impactés par un transfert : le lot A2 et le lot A3.

La partie transférée à la mairie d'Albi est :

- x limite amont : Pont Vieux
- x limite aval : Pont SNCF

Soit une longueur approximative de 490 m dont 50 m sont en réserve de pêche à partir de l'aval immédiat du Pont Neuf.

N° du Lot	Limite amont jusqu'en 2011	Limite aval jusqu'en 2011	Longueur avant transfert	Limite amont à partir de 2012	Limite aval à partir de 2012	Longueur après transfert
Lot A2	Barrage de Lescure	Barrage d'Albi	4500 m	Barrage de Lescure	Pont Vieux	4710 m
Lot A3	Barrage d'Albi	Barrage de Jussens	5800 m	Pont SNCF	Barrage de Jussens	5100 m

Voir cartographie jointe en annexe 2

Article 49 - Réserves de pêche

Les réserves sont déterminées par arrêté préfectoral. Il existe 8 réserves de pêche sur la partie en DPF du Tarn :

Lot	Longueur	Limites	Localisation	Périodicité	Arrêté
A1	500 m	Aval de la chaussée du Saut de Sabo au parement du pont	St Juéry Arthès		Arrêté préfectoral de 2017
A2 et TA	260 m	Du parement du pont neuf à 50 m en aval du Pont Vieux	Albi		Arrêté préfectoral de renouvellement de 2019
TA et A3	800 m	De 50 m en aval du Pont Vieux et jusqu'à 100 m en aval de la chaussée du moulin de Lamotte	Albi	Du dernier samedi d'avril au dernier vendredi de juin	Arrêté préfectoral de renouvellement de 2021
A7		Emprise du port d'Aiguelèze	Rivières		Arrêté préfectoral du 01/01/2013
A7		Emprise de la Roselière	Lagrange		Arrêté préfectoral de renouvellement et extension de la zone de 2021
A8	500 m (surface totale environ 12 ha)	D'une ligne reliant la pointe du château de Lagrange en RG à la pointe d'en face en RD à l'amont, jusqu'à une ligne perpendiculaire aux berges environ 500 m en aval	Lagrange Rivières	Du 1 ^{er} janvier au dernier vendredi d'avril	Arrêté préfectoral de 2021
A9	600 m	Aval du barrage EDF	Rivières Brens		Arrêté préfectoral du 14/02/2006
A15	200 m	De l'amont du bras mort à Rabastens en rive droite à la confluence avec le ruisseau de la Moulène	Rabastens	Du dernier samedi d'avril au dernier vendredi de juin	Arrêté préfectoral de 2018

TA : Tronçon transféré à la mairie d'Albi

Voir cartographie jointe en annexe 2

Article 50 - Parcours carpes de nuit

Conformément à l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'ouverture de la pêche, les parcours carpes de nuit autorisés à ce jour sont les suivants :

LIEU	COURS D'EAU	LIMITE AMONT	LIMITE AVAL
	TARN		
ALBI	Tarn rive gauche (Canavières) (3500 m)	Chemin des peupliers	Ancienne chaussée de Jussens
CASTELNAU DE LEVIS	Tarn rive droite (6500 m)	La Fondue	Le Carla

MARSSAC / LAGRAVE / RIVIERE	Tarn les deux rives (9000 m)	Le Carla	Barrage de Rivières (interdiction de naviguer dans la zone signalée par une bouée jaune)
GAILLAC	Tarn les deux rives (8000 m)	Barrage de Rivières	Pont St Michel
	Tarn les deux rives (2500 m)	Pont du Leclerc	Chaussée de St Sauveur
RABASTENS	Tarn les deux rives (14000 m)	Chaussée de Lastours de Lisle sur Tarn	Chaussée de Rabastens
	Tarn les deux rives (4750 m)	Confluence avec le ruisseau de la Mouline	Ancienne chaussée de St Sulpice
SAINT-SULPICE- LA-POINTE	Tarn rive gauche (3000 m)	Confluence avec l'Agoût	Limite départementale avec la commune de Buzet/Tarn

LIEU (AAPPMA)	PLAN D'EAU	LIMITE AMONT	LIMITE AVAL
LAC DU LAOUZAS (Murat sur Vèbre) (830 m)	Totalité du plan d'eau à l'exception de : - la queue du barrage sur la Vèbre et l'île de Cabanal - le secteur de la baie de Villelongue à Naujac et de Rieu- Montagné : pêche interdite en juillet et août	Des panneaux doivent indiquer les limites des parcours	Des panneaux doivent indiquer les limites des parcours
FÉDÉRATION de pêche	Lac des St Peyres	RG : confluence avec le ruisseau de l'Acapte,	RG : confluence avec le ruisseau de l'Arboretum

Article 51 : Protection de l'anguille

Le plan de gestion français de l'anguille a été approuvé par la commission européenne le 15 février 2010. Pour mettre en œuvre ce plan, la partie réglementaire du code de l'environnement a été modifiée par le décret n°2010-1110 du 22 septembre 2010.

Plusieurs arrêtés ministériels ont mis en application les dispositions réglementaires et notamment l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la mise en place d'autorisations de pêche de l'anguille en eau douce.

La circulaire du 4 février 2011 relative à l'encadrement des activités de pêche de l'anguille en eau douce a été complétée par l'arrêté ministériel du 5 février 2016 relatif aux périodes de pêche de l'anguille européenne aux stades d'anguille jaune et d'anguille argentée.

Les dates, heures d'ouvertures et conditions d'exercice de la pêche de l'anguille sont décrites dans l'arrêté réglementaire permanent, remis à jour annuellement.

Les pêcheurs aux engins qui veulent pêcher l'anguille doivent en faire la demande auprès du préfet et tenir un carnet de capture à jour.

Voir annexe 3 plan national de gestion de l'anguille, demandes d'autorisation de pêche, carnets de captures

Article 52 : Licence de pêche professionnelle

Il ne sera pas délivré de licence dans les zones fluviales strictes (dérivation).

Nul ne peut cumuler un bail de pêche professionnelle et une licence de pêche amateur.

À ce jour, il n'y a pas de pêcheurs professionnels dans le département du Tarn.

Article 53 : Autres procédés de pêche pour les professionnels et titulaires de licence

Les pêcheurs professionnels, locataires ainsi que les titulaires de licences de pêche amateur peuvent, outre les filets et engins énumérés aux articles 50, 51 et 52, utiliser sur les lots où ils détiennent un droit de pêche ou une licence, les modes et procédés de pêche autorisés aux membres des AAPPMA locataires.

Période d'utilisation des filets : durant la période de fermeture du brochet, l'emploi de tous filets est interdit, les autres engins utilisés durant cette période ne pourront pas avoir une maille supérieure à 10 mm à 27 mm (carrelets et éperviers).

Les filets et engins de toute nature doivent être retirés de l'eau du samedi dix-huit heures au lundi six heures, à l'exception toutefois des nasses et verveux, qui ne devront plus être manœuvrés et des carrelets, des lignes de fond, des éperviers et des balances à écrevisses qui pourront être utilisés normalement.

Pendant le même temps, les engins actionnés par courant d'eau ou par un dispositif mécanique quelconque doivent être arrêtés.

Article 54 : Licences de pêche amateurs (adhérents à une ADAPAEF)

- Nombre de licences attribuables

Département du Tarn 81	Pêcheurs amateurs aux engins			
	Licence spécifique anguille		Licence petite pêche	
	Attribuables	Attribuées	Attribuables	Attribuées
Lot A4	0	0	3	0
Lot A5	0	0	6	0
Lot A6	0	0	2	0
Lot A7	0	0	3	0
Lot A8	0	0	5	0
Lot A9	0	0	2	0
Lot A10	0	0	2	0
Lot A11	0	0	2	0
Lot A12	0	0	2	0
Lot A14	0	0	2	0
Lot A15	0	0	2	0
Lot A16	0	0	2	0
Total	0	0	33	0

Remarque : à ce jour, l'ADAPAEF du Tarn n'est plus agréée, faute d'adhérents.

- Modalités d'attribution des licences

Conformément à la réglementation, les licences sont délivrées annuellement, nominativement sur demande des adhérents de l'association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et filets, sur présentation de la carte munie des timbres piscicoles à jour.

La licence est validée et délivrée par le service en charge de la police de l'eau et de la pêche en eau douce du Tarn, après réception des pièces (demande, copies carte d'identité halieutique et carte annuelle de pêche, chèque du prix de la licence remis à jour annuellement par les services fiscaux).

Enregistrement des résultats de pêche aux engins : voir article 32.

Les mesures prévues par l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce sont applicables à chaque lot.

Voir tableau joint en annexe 4 : liste des lots, longueur, dénomination, prix des locations, modes de pêche et nombre de licences autorisées par lot.

- Types et nombre d'engins autorisés, tailles des mailles des engins autorisés

Les engins utilisés par les pêcheurs amateurs seront conformes aux articles R.436.23 à R.436.28 du Code de l'Environnement.

Voir types d'engins autorisés en annexe 5

- x Le nombre maximum d'engins installés simultanément par pêcheur est fixé ainsi qu'il suit (article R.436-24 du CE) :
 - Nasses ou nasses anguillères : **3**
 - Ligne de fond munie de 5 hameçons au maximum : **1**
- x La taille des mailles des nasses est fixée ainsi qu'il suit (article R.436-26 du CE) :
 - Autre que saumon, truite de mer, anguille, goujon, loche, vairon, vandoise, ablette, lamproie, gardon, chevesne, hotu, grémille et brème ainsi que les espèces pouvant provoquer des déséquilibres biologiques : **27 mm** ;
 - Anguilles, goujon, loche, *vairon, vandoise, ablette, lamproie, gardon, chevesne, hotu, grémille et brème ainsi que les espèces pouvant provoquer des déséquilibres biologiques* : **10 mm** ;
 - La taille des balances à écrevisses est fixée ainsi qu'il suit (article R.436-26 du CE) : **diamètre ou diagonale maximum 30 cm** ;
 - *Le diamètre de l'orifice d'entrée dans la dernière chambre de capture des bosselles ou des nasses à anguilles ne doit pas excéder 40 mm.*

Remarque : chaque nasse doit être identifiée conformément à la réglementation en vigueur.

Article 55 : Pêche à la ligne

L'arrêté réglementaire permanent de pêche en eau douce dans le département du Tarn devra être respecté en tout temps.

Article 56 : Servitude de marche-pied

En application des articles L.2131-2 à 6 du code général de la propriété des personnes publiques, (section 2-dispositions particulières au domaine public fluvial), les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou lac domanial sont soumis à la servitude de marche pied comme suit :

- Article L2131-2 : Modifié par LOI n°2010-874 du 27 juillet 2010 - art. 53

Les propriétaires riverains d'un cours d'eau ou d'un lac domanial ne peuvent planter d'arbres ni se clore par haies ou autrement qu'à une distance de 3,25 mètres. Leurs propriétés sont grevées sur chaque rive de cette dernière servitude de 3,25 mètres, dite servitude de marchepied.

Tout propriétaire, locataire, fermier ou titulaire d'un droit réel, riverain d'un cours d'eau ou d'un lac domanial est tenu de laisser les terrains grevés de cette servitude de marchepied à l'usage du gestionnaire de ce cours d'eau ou de ce lac, des pêcheurs et des piétons.

La responsabilité civile des riverains visés au deuxième alinéa ne peut être engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion du passage des pêcheurs ou des piétons qu'en raison de leurs actes fautifs.

Sur décision de l'autorité administrative, le droit visé à l'alinéa précédent peut exceptionnellement être supprimé soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour des raisons de sécurité lorsque les berges sont incluses dans des établissements industriels.

Lorsqu'un cours d'eau est déjà grevé de la servitude prévue au IV de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, cette dernière servitude est maintenue.

Une commune, un groupement de communes, un département ou un syndicat mixte concerné peut, après accord avec le propriétaire du domaine public fluvial concerné, et le cas échéant avec son gestionnaire, entretenir l'emprise de la servitude de marchepied le long des cours d'eau domaniaux.

- Article L2131-3 : Modifié par Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 - art. 2 JORF 31 décembre 2006

Lorsque l'exercice de la pêche, le passage des piétons et les nécessités d'entretien et de surveillance du cours d'eau ou du lac le permettent, la distance de 3,25 mètres mentionnée à l'article L. 2131-2 pour la servitude de marchepied peut être exceptionnellement réduite, sur décision de l'autorité gestionnaire, jusqu'à 1,50 mètre.

Lorsque l'intérêt du service de la navigation le permet, les distances de 7,80 mètres et de 9,75 mètres mentionnées à l'article L. 2131-2, pour la servitude de halage, peuvent être réduites sur décision de l'autorité gestionnaire.

- Article L2131-4 :

Les propriétaires riverains qui veulent faire des constructions, plantations ou clôtures le long des cours d'eau domaniaux peuvent, au préalable, demander à l'autorité administrative compétente de reconnaître la limite de la servitude.

Si, dans les trois mois à compter de la demande, cette autorité n'a pas fixé la limite, les constructions, plantations ou clôtures faites par les riverains ne peuvent plus être supprimées que moyennant indemnité.

- Article L2131-5 :

Lorsque le classement d'un lac, d'un cours d'eau ou portion de cours d'eau dans le domaine public fluvial assujettit les propriétaires riverains aux servitudes établies par l'article L. 2131-2, il leur est dû une indemnité proportionnée au dommage subi en tenant compte des avantages que peut leur procurer ce classement.

Les propriétaires riverains ont également droit à une indemnité lorsque, pour les besoins de l'exploitation, la servitude de halage est établie sur une rive où cette servitude n'existait pas.

- Article L2131-6 :

Dans le cas où l'autorité administrative compétente juge que la servitude de halage est insuffisante et veut établir, le long du cours d'eau, un chemin dans des conditions constantes de viabilité, elle doit, à défaut de consentement exprès des riverains, acquérir le terrain nécessaire à l'établissement du chemin en se conformant aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Remarque : Les servitudes de marche-pied sont maintenant indiquées sur le document communal du PLU des communes riveraines concernées par le domaine public.

Article 57 : Maintien des points d'embarquement et de débarquement

Accès, usage des servitudes : « Le préfet veille au respect des servitudes prévues à l'article L. 2131-2 et, lors de la réalisation d'aménagement de ces servitudes, tel que des pistes cyclables, à ce que l'accès des pêcheurs aux sites de pêche et aux points d'embarquement et de débarquement soit maintenus ».

Article 58 : Navigation

La navigation sur le domaine de l'État concerne également les pêcheurs qui peuvent exercer leur activité en bateau.

- Cas général

La circulation des engins et embarcations sur les cours d'eau domaniaux est gérée par le **règlement général de police de la navigation intérieure (RGPI du 28/06/2013)**. La navigation s'effectue aux risques et périls des navigateurs. Les navigants doivent veiller à ne pas gêner ou entraver les activités des autres usagers de la rivière.

- Cas des engins et embarcations non motorisés

L'article L214-12 du code de l'environnement précise que :

En l'absence de schéma d'aménagement et de gestion des eaux approuvé, la circulation sur les cours d'eau des engins nautiques de loisir non motorisés s'effectue librement dans le respect des lois et règlements de police et des droits des riverains (...).

Voir tableau de synthèse en annexe 6 (activités sur les retenues du domaine public de l'État)

Sur le plan d'eau de Rivières, un arrêté préfectoral définit les règles de navigation.

Voir AP en annexe 7

Article 59 : Principe de calcul des montants de location des baux et des licences

Conformément aux articles 38 et 41 du modèle du cahier des charges approuvé par l'arrêté ministériel du 20/12/2020 joint ci-dessus, le montant des locations des baux de pêche de l'État et des licences de petite pêche est actualisé annuellement. Ceci permet d'éviter de trop fortes hausses des prix lors du renouvellement du quinquennat.

(Calcul voir articles 38 et 41 des conditions générales)